

Communiqué de presse commun

CGT Educ'action, Snuep-FSU, Snep-FSU, Snetap-FSU, Sud Education, Sncl-FAEN, SE-Unsa, SEA-Unsa, A&D, Sgen-CFDT, Snetaa-FO, Syat-CGT, Snalc-SCSEN-FAGF

Pour l'enseignement professionnel public

Depuis plusieurs mois, différentes déclarations venant du président de la République, du gouvernement, mais aussi de responsables politiques des Régions et de l'ARF convergent pour demander un développement important de l'apprentissage.

Ainsi Nicolas Sarkozy a envisagé « *la possibilité de rendre obligatoire l'alternance lors des dernières années de préparation au Baccalauréat professionnel et au CAP* ». Si pour le président alternance signifie apprentissage, 250 000 jeunes se verraient imposer ce mode de formation chaque année.

Malgré les aides importantes promises par l'État aux employeurs, et notamment les exonérations de charges qui grèvent le budget de la protection sociale, et la politique de communication des régions qui visent à promouvoir les formations par apprentissage qui sont de leur responsabilité depuis plusieurs années, les objectifs qu'ils se sont fixés ne sont pas atteints. Les difficultés sont nombreuses : difficultés tant structurelles que conjoncturelles à trouver un employeur ; crise économique ; discriminations sexuelle, sociale, raciste ; ruptures de contrats, etc. La généralisation de l'apprentissage à des niveaux V et IV ne répond ni à tous les besoins réels de formation initiale ni à la nécessaire élévation du niveau de qualification des jeunes.

Par ailleurs, l'Association des Régions de France revendique un pilotage plus important voire complet des lycées et notamment de l'enseignement professionnel, de l'enseignement agricole et de l'orientation. Les conséquences de ces transferts, quelle que soit leur ampleur seraient nombreuses tant pour les publics en formation que pour les personnels. Le transfert de la gestion des personnels aux régions les amènerait, comme les personnels TOS, à perdre le statut de fonctionnaire d'État.

Les organisations CGT Educ'action, Snuep-FSU, Snep-FSU, Snetap-FSU, Sud Education, Sncl-FAEN, SE-Unsa, SEA-Unsa, A&D, Sgen-CFDT, Snetaa-FO, , Syat-CGT, Snalc-SCSEN-FAGF, réunies en intersyndicale lundi 5 décembre 2011 :

- s'opposent à la priorité politique affichée de développer exclusivement l'apprentissage et à une mixité contrainte des publics et des parcours, ainsi qu'à tout transfert des compétences de l'Etat en matière de diplômes nationaux, de programmes et de conditions de recrutement des personnels de l'enseignement professionnel public sous statut scolaire vers les régions.

- dénoncent la casse organisée de l'enseignement professionnel sous statut scolaire

- exigent que soit réaffirmée la priorité à un enseignement public, initial, laïque et sous statut scolaire

- interpellent les ministres de l'Éducation Nationale et de l'Agriculture, ainsi que l'ARF et sollicitent auprès de chacun une audience pour clarifier l'ensemble des récentes prises de position.

Paris, le 12/12/2011